



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
pour l'administration**

**SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE  
NORD-UEST**

<b>MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES (MAÎTRISE D'ŒUVRE PRIVÉE)</b>
--

<b>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES</b>
---

<p><u>Maîtrise d'ouvrage</u> ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES</p>
--

<p><u>Conduite d'opérations</u> ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest</p>
---

<b>OBJET DU MARCHÉ</b>
------------------------

<p><b>GIEN (45) – Construction d'un atelier de génie hydraulique – Maîtrise d'œuvre privée</b></p>
--

<b>PROJET N° 23-051</b>
-------------------------

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 2 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	-------------

## SOMMAIRE

<b>1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>5</b>
1.1 OBJET DU MARCHÉ	5
1.1.1 Description du marché	5
1.1.2 Durée du marché	5
1.1.3 Description des travaux	5
1.1.3.1 Catégories d'ouvrage	5
1.1.3.2 Mode de dévolution des marchés de travaux et nature des travaux	5
1.2 DECOMPOSITION DU MARCHÉ	5
1.3 DESCRIPTION DES MISSIONS ET ELEMENTS DE MISSION	5
1.3.1 Eléments de la mission de base	6
1.3.2 Mission(s) complémentaire(s)	6
1.4 INTERVENANTS	6
1.4.1 Titulaire du marché	6
1.4.2 Représentant de la maîtrise d'œuvre	6
1.4.3 Maîtrise d'ouvrage	7
1.4.4 Autres intervenants à l'opération	7
1.4.4.1 Société de reconnaissance des sols	7
1.4.4.2 Contrôleur technique	7
1.4.4.3 Coordonnateur de la sécurité et de la protection de la santé (CSPS)	8
1.4.4.4 Programmiste	8
1.5 TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE – MESURES DE SECURITE	8
1.5.1 Protection du secret de la défense nationale	8
1.5.2 Restrictions diverses	8
1.5.3 Contrôle nominatif et enquête administrative nominative (Contrôle PRimaire (CPR) des personnes physiques)	8
1.5.4 Contrôle des accès et horaires de travail sur le chantier	9
1.5.5 Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge	9
1.6 CLAUSES SOCIALES	9
1.6.1 Publics éligibles	10
1.6.2 Modalités de mise en œuvre du dispositif social	10
1.6.3 Intervention de Défense mobilité :	11
1.6.4 Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé	11
1.7 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	11
1.8 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ	12
1.8.1 Sous-traitants de rang 1	12
1.8.2 Sous-traitants de rang 2 ou suivant	12
1.9 DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC E-ATTESTATIONS.COM	13
1.9.1 Présentation du dispositif e-Attestations	13
<a href="https://www.e-attestations.com">https://www.e-attestations.com</a>	13
1.9.2 Documents à produire	13
1.10 LANGUE	14
<b>2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>14</b>
2.1 PIECES PARTICULIERES	14
2.2 PIECES GENERALES	15
2.3 PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE – CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES	15
<b>3. FORFAIT DE RÉMUNÉRATION</b>	<b>15</b>
3.1 FORFAIT PROVISOIRE DE REMUNERATION	15
3.2 FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION	16
<b>4. MODALITÉS DE RÈGLEMENT FINANCIER</b>	<b>16</b>
4.1 MODALITES DE REGLEMENT	16
4.1.1 Contenu de la demande de paiement	17
4.1.2 Transmission de la demande de paiement	17
4.1.3 Acceptation de la demande de paiement par le maître d'ouvrage	17

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 3 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	-------------

4.2	ECHEANCIER DES DEMANDES DE PAIEMENT .....	18
4.2.1	Missions de base.....	18
4.2.2	Mission(s) complémentaire(s).....	19
4.3	VARIATIONS DE PRIX.....	19
4.3.1	Mois d'établissement des prix.....	19
4.3.2	Révision du prix du marché de maîtrise d'œuvre.....	19
4.3.3	Calcul de la variation de prix.....	20
5.	AVANCE .....	20
6.	MODALITÉS D'EXECUTION DES ÉLÉMENTS DE MISSION.....	20
6.1	DE ESQ A ACT.....	20
6.1.1	Délais et pénalités de retard.....	20
6.1.2	Réception des documents et délais d'approbation .....	23
6.2	DE VISA A AOR.....	23
6.2.1	Délais et pénalités de retard.....	23
6.2.1.1	Délais et pénalités pour les missions de base.....	23
6.2.1.2	Pénalités pour non-respect dans la remise des documents .....	27
6.2.1.3	Pénalités pour non-respect de la clause environnementale.....	27
6.2.2	Ordres de services délivrés par le maître d'œuvre.....	27
6.2.3	Suivi de l'exécution des travaux – réunion de chantier .....	28
6.2.4	Vérification des comptes des titulaires des marchés de travaux .....	28
6.2.4.1	Établissement des états d'acomptes mensuels.....	28
6.2.4.2	Établissement du décompte général .....	29
6.2.4.3	Notification des révisions de prix définitives .....	29
6.2.4.4	Contrôle du projet de décompte général .....	29
6.2.5	Assistance aux opérations de réception.....	29
6.2.5.1	Opérations préalables à la réception.....	29
6.2.5.2	Dossier des ouvrages exécutés .....	30
6.2.6	Instruction des mémoires de réclamation.....	30
7.	ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE SUR LE COÛT DE L'OPÉRATION.....	30
7.1	AVANT LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX – COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX (CPT) .....	30
7.2	À LA NOTIFICATION DES MARCHES DE TRAVAUX – COUT DE REALISATION DES TRAVAUX (CRT) .....	31
7.3	À L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX - COUT CONSTATE APRES L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX (CC) .....	31
8.	MODIFICATIONS APPORTÉES EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE .....	32
8.1	NATURE DES MODIFICATIONS .....	32
8.2	RAPPORT DU MAITRE D'ŒUVRE.....	32
8.3	CONSEQUENCES DES MODIFICATIONS EN PHASE CONCEPTION .....	33
8.3.1	Modifications de 1ère catégorie.....	33
8.3.2	Modifications de 2e et 3e catégorie.....	33
8.4	CONSEQUENCES DES MODIFICATIONS EN PHASE EXECUTION DES TRAVAUX.....	33
8.4.1	Modifications de 1ère catégorie.....	33
8.4.2	Modifications des 2ème et 3ème catégories.....	33
8.5	DECISION DU MAITRE DE L'OUVRAGE ET AVENANT DU MARCHÉ MOP.....	34
9.	PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL .....	34
9.1	APPLICATION DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION.....	34
9.2	COLLABORATION DANS LA PHASE DES ETUDES.....	34
9.3	MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER .....	35
10.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	35
10.1	REGIMES DES CONNAISSANCES ANTERIEURES.....	35
10.2	REGIMES DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	35
11.	ASSURANCE .....	35
11.1	GARANTIE DE LA RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE.....	35
11.2	GARANTIE DE LA RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE.....	36
12.	MODALITÉS D'ARRÊT OU DE RÉSILIATION DES PRESTATIONS OU DU MARCHÉ .....	36

12.1	ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION .....	36
12.2	ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	36
12.3	RESILIATION DU MARCHE.....	37
12.3.1	<i>Résiliation du fait du maître d'ouvrage.....</i>	<i>37</i>
12.3.2	<i>Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers.....</i>	<i>37</i>
13.	<b>RAPPEL DES DÉROGATIONS AU CCAG/MOE.....</b>	<b>38</b>

PROJET



SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 5 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	-------------

## PREAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document,

*SID Nord-Ouest* : Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest

*PCO* : Pôle de Conduite d'Opérations

*USID* : Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense

## 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 Objet du marché

#### 1.1.1 Description du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'exécution du marché de maîtrise d'œuvre privée (MOP) relatif à la création d'un atelier de génie hydraulique, sur le site de Gien de la 12<sup>ème</sup> BSMAT (base de soutien du matériel de l'Armée de Terre).

La mission comprend des éléments de mission dont le contenu est détaillé dans le présent document et dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

#### 1.1.2 Durée du marché

Le marché s'exécute à compter de la date de début d'exécution, notifiée par ordre de service (OS), et s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des marchés de travaux, éventuellement prolongé.

#### 1.1.3 Description des travaux

##### 1.1.3.1 Catégories d'ouvrage

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie construction neuve de bâtiment.

##### 1.1.3.2 Mode de dévolution des marchés de travaux et nature des travaux

La durée des travaux est estimée à 14 mois dont deux mois de préparation. Le mode de dévolution des travaux sera arrêté définitivement par le maître de l'ouvrage après avis du maître d'œuvre au plus tard à la fin des études d'Avant-Projet définitif (APD).

### 1.2 Décomposition du marché

Sans objet

### 1.3 Description des missions et éléments de mission

Les éléments constitutifs des missions sont les suivants :

1.3.1 Éléments de la mission de base

ESQ	mise à jour des études d'esquisse transmises lors de la remise d'offre
APS	études d'avant-projet sommaire
APD	études d'avant-projet définitif
PRO	études de projet
ACT	assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux
VISA	examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par le ou les entrepreneurs ainsi que leur visa par le maître d'œuvre
DET	direction de l'exécution du ou des contrats de travaux
AOR	assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement

1.3.2 Mission(s) complémentaire(s)

MC1 : OPC	Ordonnancement, Pilotage et Coordination
MC2 : SYN	Étude de synthèse

1.4 Intervenants

1.4.1 Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom "*le maître d'œuvre*" sont précisées dans l'acte d'engagement (AE).

1.4.2 Représentant de la maîtrise d'œuvre

Par dérogation à l'article 3.4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Maîtrise d'Oeuvre (CCAG/MOE), le titulaire est engagé par la qualité des moyens humains de l'équipe proposée dans son offre et, notamment, des qualifications, de l'expérience technique et administrative et du savoir-faire nécessaires au bon exercice de la mission. L'interlocuteur du maître d'ouvrage, désigné par le mandataire pour assurer le suivi de l'opération est le chef de projet présenté dans l'offre. Ce représentant est appelé « référent maîtrise d'œuvre ».

Le titulaire assure en toute circonstance la disponibilité d'un référent maîtrise d'œuvre compétent pour assister le responsable d'opération ou, en cas d'absence ou de défaillance de celui-ci, pour assurer la continuité de la mission.

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 7 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	-------------

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/MOE, en cas de changement du référent maîtrise d'œuvre, le titulaire soumet sans délai au maître d'ouvrage, pour accord, le nom du nouveau correspondant, accompagné de ses références et tout renseignement le concernant de nature à établir un niveau de qualification et d'expérience équivalent à celui de la première équipe.

Pour le suivi de l'opération et quelle que soit l'organisation de la structure du titulaire, le nouveau référent maîtrise d'œuvre ainsi agréé expressément par le maître d'ouvrage devient l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage.

Le titulaire s'assure que le nouveau référent maîtrise d'œuvre dispose de l'ensemble des documents et de toutes les informations lui permettant d'assurer, sans interruption, la continuité de l'opération, de sorte que le maître d'ouvrage n'ait pas à assurer, en lieu et place du titulaire, son information.

En application de l'article 3.4.2 du CCAG/MOE le maître d'œuvre notifie au maître d'ouvrage toute modification survenant au cours de l'exécution du marché.

### 1.4.3 Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par l'Etat - Ministère des Armées – Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest.

Au sein de la maîtrise d'ouvrage, la fonction de conducteur d'opérations est assurée par le Pôle conduite des opérations de Tours du SID Nord-Ouest.

L'interlocuteur privilégié est :

Monsieur Romain LONGET

[romain.longet@intradef.gouv.fr](mailto:romain.longet@intradef.gouv.fr)

02.46.67.20.24

Le conducteur d'opérations est l'unique interlocuteur de la maîtrise d'œuvre.

### 1.4.4 Autres intervenants à l'opération

Le maître d'ouvrage communique la liste nominative des intervenants et leurs missions respectives au stade de l'avant-projet.

#### 1.4.4.1 Société de reconnaissance des sols

Pour cette opération, le pouvoir adjudicateur fait appel à un bureau d'études géotechniques pour réaliser les missions G2 et G4 sur les phases Avant-Projet (AVP) et Projet (PRO).

Les études de sol G2 et G3 sont connues sous les termes d'étude géotechnique de conception, l'étude G4 sous ceux d'étude technique d'exécution.

#### 1.4.4.2 Contrôleur technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage a choisi de prendre l'avis d'un contrôleur technique.

Les missions confiées sont les suivantes :

L : Solidité des ouvrages

S : Sécurité des personnes

STI : Mission S pour immeubles de secteur tertiaire ou industriels

HAND : Accessibilité des personnes handicapées

PH : Isolation acoustique dans un bâtiment

TH : Isolation thermique et fourniture d'une attestation de conformité

CONSUEL : Conformité des installations électriques.

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 8 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	-------------

Pour cette opération, le pouvoir adjudicateur a fait appel à un contrôleur technique dont l'identité est communiquée au titulaire du présent marché dès sa notification.

#### **1.4.4.3 Coordonnateur de la sécurité et de la protection de la santé (CSPS)**

La mission de coordination en matière de sécurité et de la protection de la santé est confiée à un prestataire extérieur à la maîtrise d'œuvre.

Les noms et références du coordonnateur SPS seront précisés au maître d'œuvre au plus tard à la fin des études d'avant-projet définitif (APD).

L'opération est soumise aux dispositions de l'article L.4532-2 du Code du travail. La présente opération relève de la 2<sup>ème</sup> catégorie.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre de par les dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

Conformément aux articles L.4531-1 au 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

**Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.**

#### **1.4.4.4 Programmiste**

Pour cette opération, le pouvoir adjudicateur a fait appel à un AMO programmiste, la société AVENSIA, sise 3 Impasse de la Devinière, 37170 CHAMBRAY-LES-TOURS.

Celui-ci a rédigé le programme fonctionnel et technique de l'opération.

### **1.5 Travaux intéressant la défense – Mesures de sécurité**

Le titulaire du marché se conforme aux stipulations de l'article 5 du CCAG/MOE.

#### **1.5.1 Protection du secret de la défense nationale**

Sans objet

#### **1.5.2 Restrictions diverses**

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui sont remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché ou pour toute autre cause.

#### **1.5.3 Contrôle nominatif et enquête administrative nominative (Contrôle PRimaire (CPR) des personnes physiques)**

L'ensemble du personnel qui réalise les prestations sur site fait l'objet d'un Contrôle PRimaire (CPR).

Le dossier relatif au CPR est transmis au chargé d'affaire et comprend :

Le formulaire de CPR « SOPHIA » disponible en 2 exemplaires sous le lien suivant :

<https://armement.defense.gouv.fr/>:

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 9 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	-------------

- en pdf natif (règle de nommage: CPR\_NOM\_Prénom\_date de naissance au format JJMMAAAA)
- en pdf scanné, après signature (règle de nommage: SCAN\_NOM\_Prénom\_date de naissance au format JJMMAAAA)
- Une pièce d'identité (PI) valide (règle de nommage: PI\_NOM\_Prénom\_date de naissance au format JJMMAAAA).

À titre indicatif et prévisionnel, le délai nécessaire pour la validation des contrôles primaires est d'environ deux mois au minimum. Le titulaire tient compte de ce délai dès la notification du marché et pour toute mise à jour de la liste nominative du personnel qui réalise les prestations.

À la réception du contrôle primaire, l'officier de sécurité accepte ou refuse l'accès au(x) salarié(s).

Dans l'hypothèse où l'officier de sécurité refuse l'accès à un ou plusieurs salariés, le titulaire s'engage à proposer, sans délai, un ou d'autres salariés, sans pouvoir prétendre à une prolongation du délai d'exécution ou à une indemnisation.

#### **1.5.4 Contrôle des accès et horaires de travail sur le chantier**

Seules les personnes préalablement autorisées par l'officier de sécurité de la 12<sup>e</sup> BSMAT pourront accéder au site.

L'autorisation d'accès est subordonnée à la fourniture par le prestataire des documents suivants :

- liste nominative des personnes susceptibles de devoir accéder en « zone protégée ». Cette liste comporte pour chaque personne les références de la carte d'identité ;
- pour chaque personne :
  - la copie recto-verso de la carte d'identité (ou de la carte de séjour pour les étrangers) ;
  - le formulaire de demande de contrôle élémentaire « Sophia ».

Tous les personnels sont munis d'un laissez-passer remis par l'officier de sécurité du site.

Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel sont opérés à tout moment par l'inspection du travail.

Les laissez-passer sont à restituer dès la fin des prestations.

À titre indicatif, l'accès aux différents bâtiments n'est envisageable que pendant les créneaux horaires suivants :

- Du lundi au jeudi : 7h25 - 16h55 ;
- Le vendredi : 7h25 - 11h25.

#### **1.5.5 Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge**

Chaque salarié présent sur le chantier (entreprise titulaire et ses sous-traitants) porte de manière apparente un badge avec les éléments suivants :

- photo
- nom de la personne
- employeur réel (celui assurant le versement de la rémunération)
- qualité de salarié ou de travailleur indépendant.

### **1.6 Clauses sociales**

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l'exécution du présent marché, il s'agit du dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire du marché.

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 10 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	--------------

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution du marché.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. A la fin du stage, le titulaire peut néanmoins proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

### 1.6.1 Publics éligibles

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique.

Défense mobilité est un service du ministère des Armées en charge de la reconversion.

### 1.6.2 Modalités de mise en œuvre du dispositif social

A la demande de Défense mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

- une proposition de stage directement par l'entreprise titulaire ;
- une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;
- une proposition de stage d'un sous-traitant en cas de recours à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

En cas de sous-traitance, le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, ou à l'issue de la réunion de lancement du marché si celle-ci n'est pas organisée dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, les éléments suivants :

- les domaines d'activités qu'il propose pour la réalisation d'un stage ;
- la localisation des sites concernés par l'exécution du marché (département et commune en France) ;
- leur accessibilité en transport en commun (oui / non) ;
- les coordonnées du référent entreprise qui est l'interlocuteur de l'Administration (acheteur et Défense mobilité) et qui sera chargé du suivi du dispositif.

L'acheteur transmet ensuite ces éléments accompagnés des informations suivantes à Défense mobilité :

- Numéro du marché ;
- Date de notification ;
- Durée et date d'échéance.

Lorsqu'un militaire blessé est intéressé par l'un des domaines d'activités proposé par le titulaire, Défense mobilité prend contact avec le correspondant du titulaire.

Commence alors un dialogue entre le titulaire, Défense mobilité et le militaire blessé afin de convenir des modalités de réalisation du stage.

Une fois la fiche de stage validée, une convention de stage est renseignée et signée par l'ensemble des parties prenantes (le militaire blessé, le titulaire et Défense mobilité).

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 11 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	--------------

Conformément aux termes de cette convention, le référent entreprise accueille le stagiaire en immersion complète dans ses locaux ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées, s'assure du bon déroulement du stage et en assure le suivi auprès de Défense mobilité.

Le stagiaire n'est pas gratifié par l'entreprise. Cependant, cette dernière peut mettre à disposition du stagiaire des tickets restaurant, voire lui attribuer des aides aux transports.

### **1.6.3 Intervention de Défense mobilité :**

Défense mobilité accompagne chaque année vers l'emploi plus de 14 000 militaires et civils des armées en transition professionnelle ainsi que les conjoints des ressortissants des armées et de la gendarmerie nationale.

A ce titre, il accompagne également les militaires blessés qui souhaitent élaborer un nouveau projet professionnel.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, Défense mobilité a notamment pour missions :

- d'accompagner le titulaire :

- dans l'expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l'entreprise ;
- de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale ;
- d'identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d'activités proposés par le titulaire ;
- de s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;

- d'informer l'acheteur :

- lors de la signature d'une convention de stage ;
- de lui rendre compte de toute difficulté rencontrée ;
- de lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au titulaire.

### **1.6.4 Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.

En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe l'acheteur et Défense mobilité.

Les contacts d'un interlocuteur privilégié sont communiqués à la notification du marché.

En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense mobilité dans les plus brefs délais afin qu'ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage.

Si à l'échéance du marché, Défense mobilité n'a pas pris contact avec le titulaire, ce dernier est libéré de son engagement.

## **1.7 Clause environnementale**

Le titulaire est tenu de prévoir dans les marchés de travaux (par lot) des dispositions environnementales avec des pénalités associées.

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 12 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	--------------

## 1.8 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Il est fait application de l'article 3.6 du CCAG/MOE et, le cas échéant, de l'article 37 du Code de déontologie des architectes.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG/MOE, le représentant du maître d'ouvrage notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché ou au mandataire du groupement.

### 1.8.1 Sous-traitants de rang 1

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir au conducteur d'opérations désigné au marché (cf. article 1.4.3) :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint à l'acte d'engagement en « phase candidature »).

Ce formulaire est :

- o rempli et signé électroniquement par le titulaire (et le cas-échéant par le cotraitant),
- o signé électroniquement par le sous-traitant,
- o transmis par voie électronique au conducteur d'opérations.

Tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse de l'acte de sous-traitance respecte la même procédure.

Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (numéro de prix, intitulé, montant en hors taxe, et indication du taux de taxe de la valeur ajoutée (TVA) en cas d'auto-liquidation),

- la transmission du numéro unique d'identification (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>,
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du Code des assurances, responsabilité décennale,
- un RIB ou un RIP **si le sous-traitant a droit au paiement direct**,
- une caution bancaire **si le sous-traitant n'a pas droit au paiement direct** (se référer à l'article R.2193-10 du Code de la commande publique sur les conditions de bénéfice du droit au paiement direct),
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :
  - qualification(s) professionnelle(s) ou équivalent,
  - ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutées au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

### 1.8.2 Sous-traitants de rang 2 ou suivant

Pour chaque sous-traitant de rang 2 ou suivant présenté, le sous-traitant de rang immédiatement précédant doit fournir au conducteur d'opérations désigné au marché (cf. article 1.4.3) :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint à l'acte d'engagement en « phase candidature »).

Ce formulaire est :

- o rempli et signé électroniquement par le titulaire (et le cas-échéant par le cotraitant),
- o signé électroniquement par le sous-traitant de rang 1 et le sous-traitant de rang 2,



SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 13 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	--------------

- transmis par voie électronique au conducteur d'opérations.

Tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse de l'acte de sous-traitance respecte la même procédure.

Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (numéro de prix, intitulé, montant en hors taxe, et indication du taux de TVA en cas d'auto-liquidation),

- la transmission du numéro unique d'identification (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du Code des assurances, responsabilité décennale,
- une caution bancaire,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :
  - qualification(s) professionnelle(s) ou équivalent,
  - ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

## **1.9 Dispositif de vigilance avec e-attestations.com**

### **1.9.1 Présentation du dispositif e-Attestations**

Le pouvoir adjudicateur s'est doté de la plateforme gratuite et sécurisée e-Attestations qui permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec les donneurs d'ordres.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations.

E-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le Registre National du Commerce et des Sociétés (RNCS), les URSSAF, la Direction générale des Finances publiques (DGFIP).

Ainsi, le titulaire complète les informations et documents manquants dans son dossier.

Plus d'informations sont disponibles, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>.

### **1.9.2 Documents à produire**

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur ou son représentant, tous les 6 mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de **6 mois** ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du Code du travail ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D.8254-2 ou D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 14 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	--------------

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.

**En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions de l'article 34 du CCAG/MOE.**

## 1.10 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire au conducteur d'opérations et au représentant du pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le pouvoir adjudicateur, le conducteur d'opérations et le titulaire durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

## 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/MOE, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### 2.1 Pièces particulières

- La lettre de notification du marché de maîtrise d'œuvre et l'acte d'engagement (AE), avec
  - o **Annexe 1** : tableau de répartition des prestations et honoraires par élément de mission et, le cas échéant, par cocontractant
  - le cas échéant, Annexe 2** : annexe de mise au point, établie avant la notification du marché
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 6 annexes
  - Annexe 1** : Charte BIM (version en vigueur) du Système d'Infrastructure de la Défense
  - Annexe 2** : Composition et forme du dossier des ouvrages exécutés (DOE)
  - Annexe 3** : Fiche G2D
  - Annexe 4** : Charte graphique Dessin Assisté par Ordinateur (DAO)
  - Annexe 5** : Directive énergie du Système d'Infrastructure de Défense (SID)
  - Annexe 6** : Programme
- Le programme de l'opération avec les 12 annexes :
  - Annexe 1 : Fiches espaces
  - Annexe 2 : Relevé topographique
  - Annexe 3 : Plans des réseaux existants
  - Annexe 4 : Tableau des équipements
  - Annexe 5 : Directive SID Performance énergétique

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 15 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	--------------

- Annexe 6 : Rapports de diagnostics amiante et plomb
- Annexe 7 : Rapport étude géotechnique 2009
- Annexe 8 : Caractéristiques VALMET
- Annexe 9 : Schéma fonctionnel
- Annexe 10 : Scénario
- Annexe 11 : Tableau de surfaces Programme

Le programme peut être modifié ou complété, le cas échéant, par les informations communiquées pendant la phase de consultation

- Les pièces écrites et dessinées du dossier présenté par le titulaire du marché, lors de la remise de l'offre en phase de consultation, y compris l'esquisse, accompagnées, le cas échéant, des modifications ou amendements demandés par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

## **2.2 Pièces générales**

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG/MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, pour les modalités de suivi du/des marchés de travaux par le maître d'œuvre.

## **2.3 Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances**

Conformément à l'article 4.2 du CCAG/MOE, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

## **3. FORFAIT DE RÉMUNÉRATION**

La rémunération est forfaitaire. Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

Concernant la règle des arrondis, pour l'ensemble des calculs du présent marché, il sera fait application des dispositions suivantes :

- s'agissant des montants, seules les 2 premières décimales seront conservées.
- la deuxième décimale sera arrondie en fonction de la valeur de la troisième décimale dans les conditions suivantes : si la 3<sup>ème</sup> décimale est inférieure à 5, la 2<sup>ème</sup> décimale sera conservée.

### **3.1 Forfait provisoire de rémunération**

Le forfait provisoire de rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre est fixé à l'acte d'engagement.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre dans le dossier de consultation des concepteurs et des documents mentionnés à l'article 2 du présent CCAP.

Il tient notamment compte des éléments suivants :

- éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement

- nature et spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles
- délais des études du maître d’œuvre et délai de leur approbation par le maître d’ouvrage
- mode de dévolution des marchés de travaux
- durée prévisionnelle d’exécution des travaux, et leur éventuel phasage
- découpage éventuel de l’opération en plusieurs tranches de réalisation
- estimation prévisionnelle provisoire de l’enveloppe affectée aux travaux établie par le maître d’ouvrage
- enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux
- assurances.

3.2 **Forfait définitif de rémunération**

**Le forfait définitif de rémunération est arrêté dès que le coût prévisionnel de réalisation des travaux est établi, c'est-à-dire après la réception des études d'avant-projet définitif (APD).**

**Le forfait définitif de rémunération fera l'objet d'un avenant au présent marché.**

Il tient notamment compte du programme définitif de l’opération, arrêté par le maître de l’ouvrage à l’issue de études d'Avant-Projet Définitif (APD).

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent d’appliquer la formule suivante :

**F = CPT x T**

dans laquelle

- **F est le forfait de rémunération définitif**
- **CPT est le coût prévisionnel des travaux défini à l'issue des études d'APD**
- **T est le taux définitif de rémunération.**

T est égal au taux provisoire de rémunération T<sub>0</sub> minoré d’un coefficient α selon la valeur de CPT par rapport au coût prévisionnel provisoire des travaux C<sub>0</sub> :

Plage de coût prévisionnel CPT	Position de CPT	Valeur de T	Valeur d’α	Valeur de F
Augmentation supérieure à 3 %	Application de l’article 7.1 du présent CCAP			
Augmentation de 2 à 3 %	$C_0 + 2\% < CPT \leq C_0 + 3\%$	$T = T_0 \times (1 - \alpha)$	0.1	$F = CPT \times T$
Augmentation de 0 à 2 %	$C_0 < CPT \leq C_0 + 2\%$	Le forfait de rémunération provisoire devient définitif. ⇒ T est recalculé : $T = (F / CPT) \times 100$		
Diminution	$CPT \leq C_0$	Le forfait de rémunération provisoire devient définitif. ⇒ $T = T_0$		

4. **MODALITÉS DE RÈGLEMENT FINANCIER**

4.1 **Modalités de règlement**

Chaque acompte fait l’objet d’une demande de paiement établie par le maître d’œuvre à laquelle il joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 17 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	--------------

#### 4.1.1 Contenu de la demande de paiement

La demande de paiement précise :

- la date de la demande de paiement
- la **référence de l'engagement juridique** (n° d'EJ)
- le **code du Service Exécutant (code SE) suivant : D10711K035**
- le **numéro de SIRET du Service Exécutant : 110 002 011 00044**
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché
  - o en dehors de la TVA,
  - o et toutes taxes comprises (TTC), en les distinguant,
  - o le cas échéant, le taux applicable,
- le cas échéant, le montant des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 21.3 du CCAG/MOe
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant (HT et TTC) des prestations effectuées par l'opérateur économique
- en cas de sous-traitance, pour chaque sous-traitant, la nature et le montant (HT et TTC) des prestations exécutées par le sous-traitant et, le cas échéant, le montant (HT et TTC) des variations de prix
- pour chaque fournisseur (titulaire, cotraitant, sous-traitant) : le numéro d'identification unique, la raison sociale, le SIRET ou SIREN est indiqué
- le cas échéant, les montants des variations de prix (accompagnées de l'état liquidatif), les indemnités, les primes et les retenues autres que la retenue de garantie, établis conformément aux stipulations du marché.

#### 4.1.2 Transmission de la demande de paiement

Le titulaire adresse ses demandes de paiement de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus Pro** à l'adresse suivante :



Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des demandes de paiement. Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des demandes de paiement et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.

**Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des demandes de paiement sont disponibles directement sur le site, soit en posant une question à l'assistant virtuel, soit en contactant l'assistance utilisateurs (via un formulaire en ligne).**

#### 4.1.3 Acceptation de la demande de paiement par le maître d'ouvrage

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/MOE, le maître d'ouvrage établit le constat de service fait partiel (constat de service fait total à la clôture financière du marché), en précisant les montants correspondants :

- aux prestations réalisées
- aux primes, indemnités, pénalités ou réfections, le cas échéant.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/MOE, à la réception de la demande de paiement, si le montant correspondant aux prestations réalisées établi dans le constat de service fait est inférieur au montant figurant dans la demande de paiement, alors la demande de paiement est rejetée.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/MOE, à la réception de la demande de paiement, si le montant à payer diffère du montant de la demande de paiement du fait de l'application de primes, d'indemnités, de pénalités ou de réfections, alors la demande de paiement est acceptée.

Mais le maître d'ouvrage notifie, par ordre de service, au titulaire les montants des primes, ceux des indemnités, des pénalités ou des réfections déduits ou ajoutés des montants correspondants aux prestations réalisées.

## 4.2 Echéancier des demandes de paiement

### 4.2.1 Missions de base

Par dérogation à l'article 11.5 du CCAG/MOE, la remise de la demande de paiement intervient a minima tous les mois et au maximum tous les 3 mois.

ÉLÉMENTS DE MISSION ABRÉVIATIONS	EXIGIBILITÉ DE L'ACOMPTE
ESQ	60% à la remise de la mise à jour de l'esquisse 40% à l'approbation du maître d'ouvrage
APS	60% à la remise du dossier 40% à l'approbation du maître d'ouvrage
APD	60% à la remise du dossier 40% à l'approbation du maître d'ouvrage
PRO	60% à la remise du dossier 40% à l'approbation du maître d'ouvrage
ACT	40% à l'approbation du(es) dossier(s) de consultation par le maître d'ouvrage 20% à l'approbation du(es) rapport(s) d'analyse des candidatures par le maître d'ouvrage 20% à l'approbation du(es) rapport(s) d'analyse des offres par le maître d'ouvrage 20% à la notification du(es) marché(s) de travaux
VISA	15% à la production d'un document récapitulant l'ensemble des études, des plans d'exécution et des plans de synthèse à remettre par les entreprises au visa du maître d'œuvre 70% répartis en fonction de l'avancement de réalisation des visas précisés dans ce même document 15% à la production du même document totalement complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'œuvre. Le document devra être accompagné des justificatifs nécessaires.
DET	85% répartis au prorata temporis du délai d'exécution des travaux sous forme d'acomptes mensuels 15% à la date d'acceptation sans réserve du décompte général par les entreprises ou à l'issue du délai d'instruction des mémoires en réclamation
AOR	30% au prorata des réceptions effectuées avec réserves 30% à l'achèvement des délais de réserves 30% à la remise du dossier des ouvrages exécutés 10% à la fin de la garantie de parfait achèvement

#### 4.2.2 Mission(s) complémentaire(s)

MISSION COMPLÉMENTAIRE	Calendrier des éléments de mission MOP	EXIGIBILITÉ DE L'ACOMPTE
MC1 : Ordonnancement Pilotage et Coordination	APD/ PRO	10% à l'approbation du PRO par le maître d'ouvrage
	ACT	10% après notification des marchés de travaux
	DET	70% répartis en fonction de l'avancement des travaux
	AOR	5% à la remise du dossier des ouvrages exécutés
	AOR	5% à la levée des réserves
MC2 : SYN	APD	20% à l'approbation de l'APD par le maître d'ouvrage
	DET	60% répartis en fonction de l'avancement des travaux
	AOR	20% à l'approbation du dossier des ouvrages exécutés

### 4.3 Variations de prix

#### 4.3.1 Mois d'établissement des prix

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG/MOE, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois « mois zéro ». Ce dernier correspond au mois précédant la date limite de remise de la dernière offre, communiqué dans la lettre de notification du marché.

#### 4.3.2 Révision du prix du marché de maîtrise d'œuvre

En vertu de l'article 10.1.1 du CCAG/MOE, la révision est effectuée par l'application au prix du marché concerné d'un coefficient donné par la formule

$$C_n = 0,15 + [ 0,85 \times I_n / I_0 ]$$

- dans laquelle  $I_0$  et  $I_n$  sont les valeurs prises par l'index de référence  $I$  respectivement au mois zéro ( $m_0$ ) et au mois « n » d'exécution ( $m_n$ )
- le mois « n » est le mois d'exécution des prestations.
- En cas de prestations réalisées sur plusieurs mois, le mois « n » est le dernier mois de la période d'exécution.

L'index de référence ( $I$ ), choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché, est : l'index ingénierie.

Les index sont publiés sur les sites suivant :

<http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/indicateurs-indices/ar/453.html>

<http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/theme.asp?id=05>.

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Così n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 20 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	--------------

La formule de variation des prix n'est pas appliquée aux pénalités.

Selon l'article 16.2.3 du CCAG/MOE, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux pénalités de retard.

Conformément à l'article 17 du CCAG/MOE, elle n'est pas appliquée pas aux primes pour réalisation anticipée des prestations.

Par ailleurs, elle n'est pas appliquée aux indemnités d'attente de reprise des travaux dues, suite à l'ajournement des prestations, dans l'hypothèse où ces dernières sont fixées contractuellement.

#### 4.3.3 Calcul de la variation de prix

Le titulaire doit présenter un état liquidatif de la variation de prix mentionnant les éléments suivants :

- le mois d'exécution de la prestation faisant l'objet de la variation du prix
- le montant hors taxes des différentes sommes faisant l'objet de la variation de prix
- le(s) coefficient(s) de variation accompagné(s) des calculs ayant permis sa (leur) détermination
- le taux et le montant de TVA sur révisions
- le montant TTC de la (des) revalorisation(s).

**En l'absence d'état liquidatif présenté par le titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de calculer lui-même ou non les variations de prix.**

### 5. AVANCE

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG/MOE, l'avance est versée dans les conditions fixées dans l'acte d'engagement.

**Le taux de l'avance est fixé à 30%.**

### 6. MODALITÉS D'EXECUTION DES ÉLÉMENTS DE MISSION

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG/MOE, le titulaire ne sera exonéré automatiquement d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG/MOE, le présent article 6 fixe les délais, les points de départ des délais et le montant des pénalités en cas de retard des éléments de mission du présent marché.

**Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG/MOE, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.**

#### 6.1 De ESQ à ACT

##### 6.1.1 Délais et pénalités de retard

En cas de retard dans la présentation de ces documents d'études (missions de base et, le cas échéant, complémentaires) ou d'absence à réunions, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités comme suit :



Elément de mission	Détail	Délai	Point de départ du délai	Pénalités
ESQ APS APD PRO ACT  Missions complémentaires	Réunion	Délai de convocation : 7 jours calendaires	Retard ou absence du maître d'œuvre à une réunion ou un entretien La représentation du maître d'œuvre par une personne non habilitée à l'engager sera assimilée à une absence.	250 € / retard ≥ 10 min  500 € / retard ≥ 30 min  2000 € / absence
ESQ	Mise à jour des études d'esquisse	15 jours calendaires	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du représentant du pouvoir adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	350 € / jour calendaire de retard
APS	Études d'avant-projet sommaire	63 jours calendaires	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	350 € / jour calendaire de retard
APD	Études d'avant-projet définitif	56 jours calendaires	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du représentant du pouvoir adjudicateur	350 € / jour calendaire de retard

			notifiant le déclenchement de l'élément de mission	
APD	PC et/ou PD Etablissement du permis de construire et/ou démolir et remise des pièces au maître d'ouvrage pour dépôt en mairie	28 jours calendaires	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	250 € / jour calendaire de retard
PRO	Études de projet	35 jours calendaires	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du représentant du pouvoir adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	500 € / jour calendaire de retard
ACT	ACT / Rédaction du DCE	21 jours calendaires	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du représentant du pouvoir adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	350 € / jour calendaire de retard
ACT	ACT / Rapport d'analyse des candidatures et des offres, dont avis sur OPC (MC1)	21 jours calendaires	Date de remise des plis contenant les candidatures et les offres	200 € / jour calendaire de retard

Pour le calcul des jours de retard, il ne sera tenu compte ni du jour de la date limite, ni du jour de la date réelle de remise du document d'étude ci avant.

## 6.1.2 Réception des documents et délais d'approbation

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG/MOE, la décision par le maître de l'ouvrage d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous :

ESQ	mise à jour d'esquisse	21 jours calendaires
APS	études d'avant-projet sommaire	60 jours calendaires
APD	études d'avant-projet définitif	28 jours calendaires
PRO	études de projet	21 jours calendaires
ACT	ACT / rédaction du DCE	21 jours calendaires
ACT	ACT / rapport d'analyse des candidatures et des offres	21 jours calendaires

MC1	Réception des calendriers d'exécution	21 jours calendaires
-----	---------------------------------------	----------------------

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude définitif à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme acceptée sans réserve, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG/MOE, l'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

Afin de faciliter le respect de ces délais par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre s'engage à lui communiquer, au fur et à mesure de leur élaboration et sur simple demande de sa part, les versions intermédiaires des documents d'études.

## 6.2 De VISA à AOR

### 6.2.1 Délais et pénalités de retard

#### 6.2.1.1 Délais et pénalités pour les missions de base

La durée des missions VISA et DET ont une durée estimative de 14 mois, correspondant à la durée des travaux (11 mois) et à la période de préparation du chantier (3 mois).

La durée de la mission AOR correspond à la durée des opérations de réception (OPR) et de la garantie de parfait achèvement (12 mois).

En cas de retard dans la réalisation de ses missions (missions de base et, le cas échéant, complémentaires) ou d'absence à réunions, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités comme suit :

Elément de mission	Détail	Délai	Point de départ du délai	Pénalités
VISA DET AOR  Missions complémentaires	Réunion	Délai de convocation : 7 jours calendaires	Retard ou absence du maître d'œuvre à une réunion ou à un entretien <b>La représentation du maître d'œuvre par une personne non habilitée à l'engager sera assimilée à une absence.</b>	250 € / retard ≥ 10 min  500 € / retard ≥ 30 min  2000 € / absence
VISA DET AOR	Transmission par le maître d'œuvre du projet d'avenant signé OU de ses observations/réserves/remarques bloquant sa signature	15 jours calendaires	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, du projet d'avenant envoyé par le maître d'ouvrage	100 € / jour calendaire de retard
VISA	Examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par le/les entrepreneurs ainsi que leur visa par le maître d'œuvre	14 jours calendaires	Réception des documents transmis par le/les entrepreneurs(s), y compris ceux issus de la synthèse	50 € / jour calendaire de retard et par document
DET	DET/ communication au maître d'ouvrage du projet de décompte mensuel établi par le ou les entrepreneurs	3 jours calendaires	Réception du projet de décompte mensuel transmis par le/les entrepreneurs(s)	100 € / jour calendaire de retard et par défaut de communication du décompte mensuel
DET	DET/ diffusion par ordre de service des comptes rendus de réunion de maîtrise d'œuvre	2 jours ouvrés	Date de la réunion	50 € / jour calendaire de retard
DET	DET/ émission des ordres de service faisant suite à une décision du représentant du pouvoir adjudicateur	7 jours calendaires ou 2 jours ouvrés en cas d'urgence signalée	Réception de la décision de la maîtrise d'ouvrage	100 € / jour calendaire de retard
DET	DET / copie au maître d'ouvrage des ordres de	7 jours calendaires	Date de l'ordre de service	100 € / jour calendaire de

	service adressés aux entreprises		adressé à l'entreprise	retard / OS
DET	Défaut de suivi de chantier	7 jours calendaires	Date du constat	1500 € par constat immédiat
VISA DET	Défaut de contrôle d'exécution	Délai de convocation : 7 jours calendaires	Réunion de chantier suivant la prestation, sur constat du défaut de contrôle au regard des objectifs et attendus définis aux articles 2.6 et 2.7 du CCTP	500 € par constat
VISA DET	Défaut de transmission des demandes d'autorisation de réalisation des travaux modificatifs (DARTM) et avenants de validation des DARTM	10 jours calendaires concernant les DARTM ; 15 jours calendaires concernant les avenants	À réception des devis des entreprises concernant les DARTM À l'ordre de service de validation de la DARTM par la maîtrise d'ouvrage concernant les avenants	100 € / jour calendaire de retard
AOR	AOR/ procès-verbal des opérations de réception (PV)	15 jours calendaires	Date d'achèvement des travaux telle que définie à l'article 41.1 du CCAG/travaux	100 € / jour calendaire de retard
AOR	AOR/ proposition du maître d'œuvre	4 jours calendaires	À compter de la signature du procès-verbal des opérations de réception	100 € / jour calendaire de retard
AOR	AOR/ procès-verbal de levée des réserves	5 jours calendaires	A compter de la date de levée des réserves indiquée à la décision de réception	100 € / jour calendaire de retard
AOR	AOR/ proposition du MOE de levée des réserves	4 jours calendaires	A compter de la signature du PV de levée des réserves	100 € / jour calendaire de retard
AOR	AOR/ émission des ordres de service (lettre recommandée avec accusé de réception) faisant suite à une décision du représentant du pouvoir adjudicateur	4 jours calendaires	A réception de la décision de la maîtrise d'ouvrage	250 € / jour calendaire de retard

AOR	AOR / contrôle du projet de décompte général émanant du maître d'ouvrage	7 jours calendaires	Réception du projet de décompte général	100 € / jour calendaire de retard
AOR	AOR/ communication au maître d'ouvrage, après vérification, du décompte final	7 jours calendaires	Réception du projet de décompte final transmis par le/les entrepreneur(s)	100 € / jour calendaire de retard
AOR	AOR/ Contrôle du projet de décompte général	7 jours calendaires	réception du projet de décompte général	100 € / jour calendaire de retard
AOR	AOR/ vérification du projet de décompte général et analyse des réclamations	14 jours calendaires	Réception des documents communiqués par le/les entrepreneurs(s)	500 € / jour calendaire de retard
AOR	AOR/ émission d'un avis sur un désordre relevant de la garantie de parfait achèvement (GPA)	7 jours calendaires	Date de saisine du maître d'ouvrage	50 € / jour calendaire de retard
AOR	AOR/ convocation de l'entreprise pour constat contradictoire sur un désordre relevant de la GPA	7 jours calendaires	Avis sur désordre relevant de la GPA	250 € / jour calendaire de retard
AOR	AOR/ émission d'un ordre de service pour constat de reprise d'un désordre relevant de la GPA	7 jours calendaires	Date de reprise d'un désordre relevant de la GPA	250 € / jour calendaire de retard
AOR	AOR / mise en place et suivi d'un registre des désordres et émission systématique des fiches de résolution des désordres	21 jours calendaires pour la mise en place du registre	Date d'achèvement des travaux telle que définie à l'article 41.1 du CCAG/Travaux	250 € / jour de retard dans la mise en place du registre 750 € / désordre non résolu et/ou suivi jusqu'au terme de la GPA
AOR	AOR/ visite de fin de GPA (à réaliser a minima 1 mois avant la fin de GPA) Constat d'absence de désordre en fin de GPA	7 jours calendaires	Date de saisine du maître d'ouvrage	200 € / jour calendaire de retard
AOR	AOR/ analyse des dossiers des ouvrages exécutés et fourniture des dossiers des ouvrages exécutés de l'architecte Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT)	21 jours calendaires	Réception des documents communiqués par le/les entrepreneur(s)	200 € / jour calendaire de retard

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 27 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	--------------

Pour le calcul des jours de retard, il ne sera tenu compte ni du jour de la date limite, ni du jour de la date réelle de remise du document d'étude ci avant.

#### 6.2.1.2 Pénalités pour non-respect dans la remise des documents

**En cas de retard dans la remise d'un document ou d'un livrable décrit au CCTP, une pénalité journalière est opérée.**

Le montant de cette pénalité est fixé à 100€ par jour calendaire de retard et par livrable considéré, hors pénalités prévues aux articles 6.1.1 et 6.2.1 ci-dessus.

Le point de départ du délai démarre à la réception de la demande expresse de fourniture du document par le maître d'ouvrage.

À la réception de la demande, le titulaire dispose de 3 jours ouvrés pour remettre le livrable.

#### 6.2.1.3 Pénalités pour non-respect de la clause environnementale

En cas de non-respect de la clause prévue à l'article 1.7 ci-dessus, une pénalité de 10 000 € est prévue. Cette pénalité s'applique si au moins une disposition précitée à l'article 1.7 n'est pas prévue dans un lot du marché de travaux ou qu'aucune pénalité n'est associée, le cas échéant.

#### 6.2.2 Ordres de services délivrés par le maître d'œuvre

En application de l'article 2 du CCAG/Travaux, par dérogation à l'article 3.8 du CCAG/Travaux et dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des travaux", le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Ces ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre et adressés par celui-ci, en trois exemplaires, à l'entrepreneur, lequel lui en retournera deux, après les avoir signés et complétés par la date de réception.

Un des deux exemplaires retournés par les entrepreneurs sera adressé au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent recevoir une numérotation chronologique et faire l'objet d'un enregistrement, conformément au disposition du CCTP du présent marché.

Toutefois, un certain nombre d'ordres de service ne peuvent être émis par le maître d'œuvre qu'au vu de décisions écrites préalables du représentant du pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, l'ordre de service ne comporte que la transmission de ces décisions à l'entrepreneur.

Les ordres de service faisant suite à une décision du représentant du pouvoir adjudicateur sont les suivants :

- notification de la date de commencement des travaux ;
- passage à l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- modification du programme initial entraînant une modification de projet ;
- notification de prix nouveaux à l'entrepreneur pour les ouvrages ou travaux non prévus ;
- interruption ou ajournement des travaux ;
- modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage ;
- modification du délai contractuel ;
- et d'une manière générale pour toute décision modifiant les dispositions contractuelles des marches de travaux.

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 28 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	--------------

### 6.2.3 Suivi de l'exécution des travaux – réunion de chantier

La direction de l'exécution des contrats de travaux incombe au maître d'œuvre, qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Il est tenu de faire respecter par le/les entrepreneurs(s) l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification, sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur, pour ce qui concerne les modifications ayant une incidence financière et ou calendaire.

Les représentants de la maîtrise d'œuvre chargés de la direction de l'exécution des travaux devront être habilités par le maître d'ouvrage au vu de leurs qualifications.

**Il y aura, au minimum un rendez-vous de chantier hebdomadaire, organisé par le maître d'œuvre.**

Ce rendez-vous aura pour objet notamment :

- La vérification de la mise à jour périodique des programmes de travaux découlant du calendrier d'exécution contractuel,
- L'examen des problèmes imprévus rencontrés en cours d'exécution des travaux, qu'il s'agisse de problèmes techniques, administratifs ou autres, étant précisé que si ces problèmes nécessitent des discussions ou des études prolongées, ils feront l'objet de réunions spéciales ultérieures dont la date sera fixée à l'occasion du rendez-vous,
- La réalisation d'une visite de chantier avec tous les intervenants.

Le maître d'œuvre établira un compte rendu détaillé qu'il diffusera par ordre de service à tous les intervenants, dans un délai indiqué à l'article 6.2.1.

D'autres rendez-vous réguliers ou occasionnels pourront avoir lieu, notamment pour la mise au point des plans d'exécution et du mode de réalisation de parties d'ouvrage auxquelles concourent plusieurs corps d'état différents. Le maître d'ouvrage ou son représentant pourra assister à toutes ces réunions qui feront l'objet de comptes rendus établis par le maître d'œuvre et diffusés à tous les intéressés.

### 6.2.4 Vérification des comptes des titulaires des marchés de travaux

#### 6.2.4.1 Établissement des états d'acomptes mensuels

Conformément à l'article 12 du CCAG/travaux, le maître d'œuvre doit procéder au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par le ou les entrepreneurs et qui lui sont transmis par voie dématérialisée via Chorus Pro.

Le maître d'œuvre s'assure que les projets de décomptes mensuels établis par le ou les entrepreneurs ont été transmis par ces derniers au maître d'ouvrage. Si nécessaire, il procède lui-même à cet envoi.

Après vérification, et éventuellement modification par le maître d'œuvre, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Par dérogation à l'article 12.2.1 du CCAG/travaux, le maître d'œuvre transmet le décompte mensuel au maître d'ouvrage par voie dématérialisée via Chorus Pro. Il revient au maître d'ouvrage de déterminer le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur et d'établir l'état d'acompte.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG/travaux, le maître d'ouvrage notifie à l'entrepreneur par ordre de service l'état d'acompte accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Les modèles de projet de décompte seront fournis par le maître d'ouvrage.



SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 29 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	--------------

#### **6.2.4.2 Établissement du décompte général**

En vertu de l'article 12.3 du CCAG/travaux, le maître d'œuvre vérifie, au terme des travaux, le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par voie dématérialisée via Chorus Pro.

Après vérification, et éventuellement modification par le maître d'œuvre, le projet de décompte final devient le décompte final.

Par dérogation à l'article 12.4.1 du CCAG/travaux, le maître d'œuvre transmet le décompte final au maître d'ouvrage par voie dématérialisée via Chorus Pro.

Il revient au maître d'ouvrage d'établir le projet de décompte général et de le proposer à la signature du pouvoir adjudicateur.

Le maître d'ouvrage notifie, par voie dématérialisée via Chorus Pro, le décompte général à l'entrepreneur.

Les modèles de projet de décompte final sont fournis par le maître d'ouvrage.

#### **6.2.4.3 Notification des révisions de prix définitives**

Il est fait application de l'article 13.4.2 du CCAG/travaux.

#### **6.2.4.4 Contrôle du projet de décompte général**

À l'issue des travaux, si le maître d'œuvre n'a pas vérifié le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur et ne l'a pas transmis au maître d'ouvrage, alors l'entrepreneur peut établir un projet de décompte général qu'il transmet au maître d'œuvre par voie dématérialisée via Chorus Pro.

À partir de celui-ci, le titulaire établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG/travaux, le décompte général qu'il transmet par voie dématérialisée via Chorus Pro au maître d'ouvrage.

Le pouvoir adjudicateur valide, le cas échéant, rectifie et signe le projet de décompte général. Celui-ci devient alors le décompte général.

Les modèles de projet de décompte final seront fournis par le maître d'ouvrage.

**En cas de contestation de certaines sommes portées au décompte général par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte général signé par le maître d'ouvrage.**

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE.

### **6.2.5 Assistance aux opérations de réception**

#### **6.2.5.1 Opérations préalables à la réception**

Les opérations préalables à la réception (OPR) se déroulent conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG/travaux.

Le déroulement des OPR est précisé dans le CCTP.

Le maître d'œuvre dispose des délais indiqués à l'article 6.2.1 pour la réalisation des OPR (procès-verbal des OPR) et de sa proposition de réception au maître d'ouvrage.

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 30 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	--------------

En cas de dépassement de ces délais, le maître d'œuvre subira des pénalités dont le montant est défini à l'article 6.2.1.

Les mêmes clauses de délais et de pénalité s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations ou épreuves dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors de la réception ainsi qu'aux propositions complémentaires correspondantes du maître d'œuvre au maître d'ouvrage.

Si le maître d'œuvre n'a pas arrêté la date des opérations préalables à la réception dans un délai indiqué à l'article 6.2.1 suivant la date fixée par l'entrepreneur, le maître de l'ouvrage fixe alors la date des opérations préalables à la réception, au plus tard, dans les 30 jours qui suivent la réception de la lettre adressée par l'entrepreneur.

Cette date est notifiée à l'entrepreneur et au maître d'œuvre.

#### **6.2.5.2 Dossier des ouvrages exécutés**

Pour chaque corps d'état, le dossier des ouvrages exécutés (DOE) devra être fourni dûment vérifié par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage et suivant les modalités définies dans le CCTP, dans un délai défini à l'article 6.2.1. L'entrepreneur informera le maître d'ouvrage de ce dépôt chez le maître d'œuvre.

En cas de retard sur ce délai, le maître d'œuvre subira des pénalités dont le montant est défini à l'article 6.2.1.

#### **6.2.6 Instruction des mémoires de réclamation**

En application de l'article 55.1 du CCAG/travaux, si un différend survient entre l'entrepreneur et le maître d'œuvre, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, ou entre l'entrepreneur et le représentant du pouvoir adjudicateur, l'entrepreneur rédige un mémoire en réclamation, dont il adresse copie au maître d'œuvre.

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est défini à l'article 6.2.1 ainsi que les pénalités afférentes à tout retard.

### **7. ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE SUR LE COÛT DE L'OPÉRATION**

#### **7.1 Avant la passation des marchés de travaux – Coût prévisionnel des travaux (CPT)**

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois  $m_0$  ( $m_0$  études) fixé dans la lettre de notification.

Le maître d'œuvre s'engage sur le coût prévisionnel des travaux **(CPT)** sur la base des études APD.

Ce CPT est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage conformément au programme, à l'exclusion notamment :

- Du forfait de rémunération ;
- Des dépenses de libération d'emprise ;
- Des éventuelles dépenses d'exécution d'œuvre d'art, y compris les travaux nécessaires à l'intégration de cette œuvre dans le bâtiment ;
- Des frais éventuels de contrôle technique, de SPS, de sondages de sols, de levés topographiques ;
- Des frais de déménagement du mobilier existant ;
- De tous les frais financiers.

Les éventuelles modifications de deuxième et troisième catégorie, selon les dispositions de l'article 8 du présent CCAP proposées lors des études d'avant-projet (AVP), ne sont pas intégrées initialement dans le coût prévisionnel des travaux **(CPT)**.

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 31 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	--------------

L'incidence de ces modifications sur la rémunération du maître d'œuvre et le CPT est précisée après la définition, par avenant, du CPT et de la rémunération définitive du maître d'œuvre (**F**) et suivant les dispositions de l'article 8 du présent CCAP.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Si l'estimation maîtrise d'œuvre du coût prévisionnel des travaux (CPT) au moment de la remise des prestations APD, est supérieure au coût prévisionnel provisoire des travaux Co arrêtée dans l'acte d'engagement, assorti d'un **taux de tolérance fixé à 3%**, le pouvoir adjudicateur peut refuser de réceptionner les prestations.

Il peut demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec le coût prévisionnel provisoire des travaux Co cité ci-dessus.

## **7.2 À la notification des marchés de travaux – coût de réalisation des travaux (CRT)**

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation du/des entrepreneurs(s), tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition des entreprises de travaux, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux (CRT).

Le CRT est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois  $m_0$  du marché de travaux.

Le CRT est comparé au coût prévisionnel des travaux (CPT) suivant la même base des conditions économiques.

Pour y parvenir, le CRT est ajusté par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois  $m_0$  des offres travaux ci-dessus et au mois  $m_0$  des études du marché de maîtrise d'œuvre (le coefficient est arrondi au millième supérieur).

Si le coût de référence des travaux (CRT) est supérieur au CPT, éventuellement modifié selon les dispositions de l'article 8, assorti d'un **taux de tolérance de 2%** (soit  $CPT \times 1,02$ ), le pouvoir adjudicateur :

- peut déclarer l'appel d'offres infructueux ;
- peut choisir ou non de notifier le marché de travaux ;
- peut également demander la reprise des études.

Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme et sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire.

L'objectif est d'aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre effectue des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit alors établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 2 semaines à compter de l'accusé de réception de cette acceptation, pour permettre de lancer une nouvelle procédure.

## **7.3 À l'achèvement des travaux - coût constaté après l'achèvement des travaux (CC)**

Le coût constaté (CC), déterminé après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base (conditions économiques du mois  $m_0$  travaux), des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés, y compris les avenants, les commandes et les réclamations acceptées, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage.

Si le CC est supérieur au CRT, éventuellement modifié selon les dispositions de l'article 8, assorti d'un **taux de tolérance fixé à 2%** :

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 32 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	--------------

- le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à :  $2 \times (CC - CRT \times 1,02) \times F / CRT$ , F étant égal au forfait de rémunération de la maîtrise d'œuvre fixé par avenant ;
- le montant de cette pénalité est plafonné à 15% du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux (VISA, DET et AOR).

Tout dépassement doit immédiatement entraîner, de la part du titulaire, la mise en place de mesures, soumises à l'approbation du maître de l'ouvrage et destinées à revenir au plus près de son engagement initial.

## 8. MODIFICATIONS APPORTÉES EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

### 8.1 Nature des modifications

Les modifications apportées, soit en phase conception, soit en phase réalisation, relèvent d'une des trois catégories ci-après :

- 1<sup>re</sup> catégorie : *modifications* apportées par le maître d'œuvre, *ne résultant pas d'une modification du programme*, : amélioration du rapport qualité/prix de l'ouvrage, imprévus ou imprécisions de ses études précédentes, erreur dans la direction de l'exécution des travaux
- 2<sup>de</sup> catégorie : *Modifications résultant d'une modification du programme* – ces modifications doivent être proposées par le maître de l'ouvrage ou acceptées par le maître de l'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre.
- 3<sup>de</sup> catégorie : *Modifications dans la consistance du projet et qui s'imposent au maître de l'ouvrage.*

### 8.2 Rapport du maître d'œuvre

Quelle que soit la nature de la modification et dans un souci d'information du maître d'ouvrage, dans les 8 jours qui suivent le fait générateur ou la révélation d'une difficulté, un compte rendu est adressé par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage.

Ce document précise :

- les circonstances qui motivent la proposition de modification ;
- la ou les solutions que propose le maître d'œuvre ;
- les conséquences techniques de chaque solution ;
- les conséquences en matière de délais ;
- l'estimation financière des travaux à réaliser **accompagné d'une justification de la convenance des prix pour chaque travaux supplémentaire**
- l'incidence sur le coût prévisionnel ou le coût de réalisation des travaux et des équipements prévus au programme ;
- l'avis de classement dans l'une des catégories de modifications visées ci-avant ;
- l'éventuelle incidence financière sur la rémunération du titulaire, avec une répartition par élément de mission concerné par les modifications.

En phase réalisation (VISA-DET-AOR) ce compte rendu est accompagné d'une fiche de demande d'autorisation de réaliser des travaux modificatifs (DARTM) suivant le modèle qui sera fourni par la maîtrise d'ouvrage.

Le maître d'œuvre est chargé de la tenue du tableau de suivi des modifications. Ce tableau devra, a minima, comprendre les informations suivantes :

- la catégorie de la modification,
- le montant des modifications,

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 33 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	--------------

- le stade (élément de mission MOP) les modifications ont été réalisées,
- la nature et date du fait générateur de la modification,
- la date de transmission du rapport au maître de l'ouvrage,
- la date de l'accord ou du refus du maître de l'ouvrage,
- le numéro du devis éventuel de l'entreprise (Mission DET)
- la référence à l'ordre de service de notification de modification des travaux à l'entrepreneur (Mission DET)

### **8.3 Conséquences des modifications en phase conception**

#### **8.3.1 Modifications de 1ère catégorie**

Le maître d'œuvre conduit les études nécessaires à l'adaptation du projet au programme sans modifier le coût prévisionnel provisoire des travaux Co, le coût prévisionnel des travaux (CPT) et le supplément de rémunération.

#### **8.3.2 Modifications de 2e et 3e catégorie**

Le maître d'œuvre estime les modifications aux conditions économiques du mois  $m_0$  « études » fixé par l'acte d'engagement du présent marché de maîtrise d'œuvre.

L'incidence financière de ces modifications de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégorie est prise en compte dans le coût prévisionnel des travaux (CPT).

Le maître d'œuvre estime les éventuelles incidences de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire répartie par élément de mission concerné par les modifications.

Les études devenues caduques suite à des suppressions de prestations du programme initial sont rémunérées à hauteur des études réellement effectuées.

### **8.4 Conséquences des modifications en phase exécution des travaux**

#### **8.4.1 Modifications de 1ère catégorie**

Le maître d'œuvre conduit les études nécessaires à l'adaptation des marchés de travaux sans modifier le coût de réalisation des travaux et le supplément de rémunération.

Ces modifications de 1<sup>e</sup> catégorie sont comptabilisées dans le calcul du coût constaté des travaux (CC) qu'il convient de comparer au coût de réalisation des travaux (CRT).

#### **8.4.2 Modifications des 2ème et 3ème catégories**

Le maître d'œuvre estime les modifications aux conditions économiques du mois  $m_0$  fixé par les actes d'engagements des marchés de travaux.

L'incidence financière de ces modifications de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégorie est prise en compte dans le coût de réalisation des travaux (CRT).

Le maître d'œuvre estime les éventuelles incidences de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire répartie par élément de mission concerné par les modifications.

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 34 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	--------------

## **8.5 Décision du maître de l'ouvrage et avenant du marché MOP**

La décision du maître de l'ouvrage de prendre en compte les modifications est notifiée au titulaire dans les 15 jours suivant la réception du rapport, objet de l'article 8.2 ci-avant.

En cas de modifications de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégorie décidées par le maître de l'ouvrage, le contrat de maîtrise d'œuvre fait l'objet d'un avenant négocié précisant les éléments suivants :

- Les modifications du programme,
- Les travaux modificatifs ou aléas,
- L'incidence sur le coût prévisionnel des travaux (CPT) ou sur celui de réalisation des travaux (CRT),
- L'incidence éventuelle sur le délai des éléments de mission du marché MOP.
- L'incidence éventuelle sur la rémunération du maître d'œuvre.

Dans tous les cas, la rémunération complémentaire est négociée avec le maître d'ouvrage et ne peut être supérieure au montant établie en fonction des taux moyens de rémunération des éléments ou part d'éléments de mission concernés par les modifications.

En aucun cas, le groupement de maîtrise d'œuvre ne peut conditionner l'exécution des reprises d'études à un accord sur leur rémunération.

Faute d'accord permettant la conclusion d'un avenant, il est statué par décision du représentant du pouvoir adjudicateur ; cette décision est susceptible de recours dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 35 du CCAG/MOE.

## **9. PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Conformément à l'article 6 du CCAG/MOE, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

### **9.1 Application des principes généraux de prévention**

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur le chantier, au même titre que le maître d'ouvrage et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, le maître d'œuvre doit, tant au cours de la phase conception, d'étude et d'élaboration du projet, que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention.

Les mesures à adopter comprennent des actions de prévention, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. La présence d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé sur le chantier ne modifie en rien la nature et l'étendue des responsabilités incombant au maître d'œuvre.

### **9.2 Collaboration dans la phase des études**

Le maître d'œuvre est tenu d'associer le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé dès la phase d'élaboration du projet de l'ouvrage, lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier.

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 35 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	--------------

Il devra convoquer le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé à toutes les réunions qu'il organise afin de lui permettre d'exercer correctement sa mission. Il lui adressera ses études dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission.

Le maître d'œuvre devra tenir compte des observations du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ou adopter des mesures d'une efficacité équivalente.

### **9.3 Mesures d'organisation générale du chantier**

Les mesures d'organisation du chantier sont prises sous l'autorité du maître d'œuvre, elles sont arrêtées en concertation avec le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le maître d'œuvre répond aux observations ou notifications mentionnées sur le registre journal lorsqu'elles le concernent.

Il peut se faire présenter le registre journal tenu par le coordonnateur s'il l'estime nécessaire.

## **10. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

### **10.1 Régimes des connaissances antérieures**

En complément de l'article 23 du CCAG/MOE, le maître d'œuvre met ses connaissances antérieures au service du maître d'ouvrage.

### **10.2 Régimes des droits de propriété intellectuelle**

Le régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats respecte les dispositions de l'article 24 du CCAG/MOE.

L'application de ce régime s'effectue en adéquation avec les impératifs de sécurité liés à la gestion des emprises militaires.

## **11. ASSURANCE**

### **11.1 Garantie de la responsabilité civile professionnelle**

Le maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées.

Il ne peut être tenu responsable, de quelque manière que ce soit, ni solidairement ni *in solidum*, à raison des dommages imputables aux autres intervenants participant à l'opération.

Le maître d'œuvre assume en particulier celles qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil dans les limites de la mission qui lui est confiée.

Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par le contrat d'assurance fourni avec son offre.

Le contrat d'assurance doit être conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L 241-1 du Code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code. Pour

SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 36 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	--------------

les architectes, il doit être conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

L'attestation d'assurance professionnelle du maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) est jointe au présent contrat. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle sera fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

## **11.2 Garantie de la responsabilité civile décennale**

Le maître d'œuvre doit justifier d'une police d'assurance de responsabilité civile décennale en capitalisation, en cours de validité au jour de l'ouverture du chantier, le garantissant pour la mission qui lui est confiée pour l'opération.

Ce contrat doit comporter au minimum les garanties :

- Responsabilité civile décennale au sens des articles 1792,1792-2 et 1792-4-1 du Code civil y compris au profit des « existants totalement incorporés et techniquement indivisibles »
- Dommages immatériels consécutifs à des sinistres découlant de l'application des responsabilités et des garanties visées ci-dessus s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun

Pour les chantiers dont le coût prévisionnel de travaux et honoraires est inférieur à 15 millions € HT, l'attestation doit comporter :

- le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées
- dans le domaine de l'habitation, une garantie à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage
- en dehors du domaine de l'habitation, une garantie à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître de l'ouvrage tel que visé par l'article R.243-3-I du Code des assurances.

## **12. MODALITÉS D'ARRÊT OU DE RÉSILIATION DES PRESTATIONS OU DU MARCHÉ**

### **12.1 Arrêt de l'exécution de la prestation**

Chacun des éléments de mission figurant aux articles 1.3.1 et 1.3.2 constitue une partie technique, c'est-à-dire une partie des prestations, clairement identifiée et assortie d'un montant, scindée des autres et à exécuter distinctement

**Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, au terme de chaque partie technique.**

En complément de l'article 29 du CCAG/MOE, l'arrêt de l'exécution des prestations est un motif de résiliation pour événements liés au marché. Lorsque l'arrêt de l'exécution des prestations est prononcé, l'acheteur résilie le marché. Cette résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité. Le décompte de résiliation est établi dans les conditions de l'article 32 du CCAG/MOE.

### **12.2 Achèvement de la mission**

La mission du maître d'œuvre prend fin à l'issue de la garantie de parfait achèvement des marchés de travaux. S'il est fait application de l'article 44.2 du CCAG/travaux dans le marché de travaux, cette



SID Nord-Ouest	CCAP	Projet n°23-051	Cosi n° 447959	DAF n°2024_001155	Page 37 / 38
----------------	------	-----------------	----------------	-------------------	--------------

mission peut être prolongée et ce, à condition qu'aient été instruits, par le maître d'œuvre, les éventuels mémoires en réclamation du/des entrepreneurs(s).

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision d'admission établie sur la demande du maître d'œuvre par le maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG/MOE, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

En vertu de l'article 21 du CCAG/MOE, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'appliquer des réfections sur le paiement des éléments de mission dont il estime que l'exécution n'aura pas été totalement satisfaisante.

## **12.3 Résiliation du marché**

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 34 inclus du CCAG/MOE avec les précisions suivantes :

### **12.3.1 Résiliation du fait du maître d'ouvrage**

Conformément aux dispositions de l'article 27 du CCAG/MOE, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, résilier le marché en cours d'exécution, sans qu'il y ait faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG/MOE, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas droit à indemnité de résiliation.

En revanche, le maître d'œuvre a le droit d'être indemnisé pour les frais et des investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées.

Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires dans un délai de 15 jours après la notification de la décision de résiliation.

### **12.3.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers**

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 28 et 30 du CCAG/MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG/MOE, le marché pourra être résilié sans mise en demeure :

- dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites des seuils de tolérance fixés aux articles 7.1 et 7.2 du présent CCAP
- dans le cas d'un appel à la concurrence infructueux,
- lorsque le maître d'œuvre ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel des travaux sur lequel il s'est engagé.

13. RAPPEL DES DÉROGATIONS AU CCAG/MOE

L'article ... du présent CCAP	Déroge à	à l'article ... du CCAG/MOE
1.4.2		3.4.1 et 3.4.3
1.8		3.6.2
2		4.1
4.1.3		11.6
4.2.1		11.5
4.3.1		10.1
5		11.1
6		16.2, 16.2.1 et 16.2.2
6.1.2		20.2
13.3.1		31
13.3.2		30

L'article ... du présent CCAP	Déroge à	à l'article ... du CCAG/Travaux
6.2.2		3.8 et 3.8.1
6.2.4.1		12.2.1 et 12.2.2
6.2.4.2		12.4.1